

le cnam



Les Cahiers du Lise

2025 – Numéro 25

Travailler à Boimondau (1941-1953)

Michel Lallement

Cnam-Lise-CNRS

Lise-CNRS-Cnam, Paris

Sommaire

Introduction	p. 5
1. Sortir du capitalisme	p. 8
Besançon, puis Valence.....	p. 9
De l'entreprise à la communauté	p. 10
Un acte fondateur en temps de résistance.....	p. 14
D'un Marcel à l'autre	p. 17
<i>Un bref passage à l'Assemblée nationale</i>	p. 17
<i>M. Barbu quitte sa communauté</i>	p. 18
Les vicissitudes d'une communauté de travail.....	p. 20
2. Une communauté de travail	p. 25
Mobiliser, assembler et ordonner des travailleurs et des travailleuses.....	p. 27
<i>La morphologie de Boimondau : premiers éléments</i>	p. 27
<i>Les positions communautaires</i>	p. 28
Les instances et les modes de régulation sociale.....	p. 32
Une morale communautaire.....	p. 37
Les groupes de quartier.....	p. 40
Fêtes et pratiques sportives.....	p. 46
Les activités de l'esprit : cours, conférences et lecture.....	p. 49
<i>Des cours dispensés sur le temps de travail</i>	p. 49
<i>Formation et information</i>	p. 51
Les engagements spirituels, syndicaux et politiques.....	p. 53
3. Le travail et son organisation	p. 57
Travailler librement et dans la joie	p. 57
Produire des boîtiers de montre.....	p. 60
<i>Comment produire ?</i>	p. 60
<i>Qui produit ?</i>	p. 61
Une réussite économique	p. 65
Le Bedaux à Boimondau.....	p. 69
<i>En finir avec une organisation désuète</i>	p. 69
<i>Le choix du Bedaux</i>	p. 70
<i>Une recomposition d'ensemble</i>	p. 74
La fatigue et l'hygiène	p. 75
<i>Rapport au travail et conditions de travail</i>	p. 75
<i>Une fatigue chronique</i>	p. 77
<i>Problèmes d'hygiène industrielle : à qui la faute ?</i>	p. 80
Discipline, discipline.....	p. 81
L'ennui est-il soluble dans la musique ?	p. 82
Pouvoirs internes et ambiguïtés syndicales	p. 83
<i>Le pouvoir des chefs</i>	p. 83
<i>Quel contrepouvoir syndical ?</i>	p. 85
Conflits et sanctions	p. 87
Travail et protection sociale	p. 90

4. La rémunération, un bricolage sans fin..... p. 93

Le premier modèle de rémunération	p. 94
<i>Les usages du produit</i>	p. 94
<i>Minimum vital et rémunération proportionnelle</i>	p. 95
<i>La rémunération des autres communautaires</i>	p. 97
<i>Les déterminants de la valeur humaine</i>	p. 98
Les rémunérations dans la Règle de 1944	p. 100
<i>De nouvelles règles du jeu</i>	p. 100
<i>Bien loin de Parodi</i>	p. 101
Un salaire de guerre, mais après ?	p. 104
Retour aux fondamentaux	p. 106
<i>Marche arrière ?</i>	p. 106
<i>Insatisfactions et inégalités</i>	p. 109
Quatre registres de contestations durables	p. 110
Des règles élastiques	p. 113
<i>Infléchir encore</i>	p. 113
<i>Rémunérer en temps de crise</i>	p. 115
Les débats et les réformes de 1948	p. 117
Trois nouvelles propositions en concurrence	p. 120
La rémunération du travail en 1952	p. 123
La fin de la rémunération à la valeur humaine	p. 124

5. Le travail des femmes à Boimondau..... p. 127

Une division sexuée du travail	p. 128
<i>Du travail</i>	p. 128
<i>La place de « la femme »</i>	p. 129
<i>Des représentations partagées</i>	p. 130
Les règles de rémunération des femmes « familiaires »	p. 132
<i>Innover par gros temps</i>	p. 132
<i>La valeur des femmes dépend-t-elle de celle de leurs maris ?</i>	p. 134
Les déterminants de la valeur humaine des femmes de Boimondau	p. 134
L'implication des familiaires dans la vie de la Communauté	p. 138
<i>Ironie critique</i>	p. 138
<i>L'implication dans le contre-effort</i>	p. 139
<i>Retour en cours</i>	p. 139
<i>La parole et l'action</i>	p. 142
Liberté ou maternité ?	p. 143
Les implications de l'adhésion à la Sécurité sociale	p. 146
Une nouvelle réforme pour la rémunération des familiaires	p. 149
De réformes en réformes	p. 151

6. Évolution et ouverture..... p. 154

L'économique contre le social.....	p. 155
Une communauté ouverte	p. 160

Références bibliographiques.....p. 167

Annexe 1 – Les cahiers des groupes de quartier et les cahiers des assemblées de contact.... p.169

Annexe 2 – Synthèse des réunions des groupes de quartier sur la position de la Communauté devant le problème de la femme, l'étude du problème des familiais et le problème des familiais p. 171

Introduction

Ce document est une pièce du programme de recherche mené collectivement dans le cadre de l'ANR-DFG Access+ qui a pour thème « L'accès aux droits sociaux en France et en Allemagne : inégalités et discriminations, genre et migrations dans les jeux d'échelle européen ». Ce programme, qui est placé sous la co-direction d'Olivier Giraud (Lise-CNRS, Cnam, Paris) et de Monika Eigmüller (Europa Universität de Flensburg) invite en particulier à regarder les conditions de l'accès des femmes aux droits sociaux et aux prestations sociales. Le choix que j'ai effectué pour contribuer à l'entreprise commune est celui d'une investigation de nature historique concernant une tentative de reconnaissance du travail féminin par l'entremise d'une rémunération des activités domestiques. Il s'agit, pour être plus précis, d'un dispositif qui a vu le jour à l'occasion de la fondation en 1943 d'une communauté de travail française, qui sera baptisée Boimondau à partir de 1946. Spécialisée dans la production de boîtiers de montre, cette organisation a connu des hauts et des bas, jusqu'à disparaître en 1971. Elle a été le foyer de très nombreuses innovations de nature à supprimer le salariat et à franchir une étape nouvelle afin, selon ses promoteurs, de sortir du capitalisme. C'est avec une telle ambition que les activités domestiques ont été reconnues, décomptées et rémunérées (presque) comme un travail standard. Cette inclusion de la population féminine par le biais d'une telle stratégie a fourni à cette dernière toute une série de droits associés dont la présente recherche entend également rendre compte.

Boimondau est ce que, après-guerre en France, on nomme une communauté de travail. Au cours des années 1940 et 1950, les discours des promoteurs de ce type d'organisation entretenaient une relation d'affinité avec ceux des principaux théoriciens des utopies communautaires, et cela en une période de l'histoire où la question des alternatives à la voie capitaliste se posait plus fortement que jamais. Comme l'a noté Denis Pelletier¹, trois grands types de modèles d'utopies communautaires coexistent alors. Le premier a été formalisé par Louis-Joseph Lebret, officier de marine de formation qui devient ensuite économiste et prêtre dominicain. Fondateur d'Économie et humanisme en 1942, il regarde le monde des marins-pêcheurs comme l'expression par excellence d'un engagement communautaire susceptible de satisfaire au discours social de l'Église qui fait de la famille la cellule élémentaire de l'ordre social et l'assise à partir de laquelle peuvent se combiner d'autres communautés de rangs supérieurs (la profession, le village, l'entreprise, etc.). L.-J. Lebret portera une attention d'autant plus forte au cas de Boimondau que son fondateur, Marcel Barbu, était aussi un fervent catholique, déterminé grâce à la voie communautaire à trouver une échappatoire au salariat et au capitalisme.

L.-J. Lebret n'a pas été le seul à réfléchir à l'option communautaire. Dans une veine un peu différente, Gustave Thibon s'instruit des communautés rurales traditionnelles comme matrice de « solidarité réciproque »². Toutes trempées d'anti-libéralisme, les réflexions de ce « philosophe-paysan » solitaire font signe vers ces théoriciens réactionnaires qui, après 1789, fulminaient contre les effets dévastateurs de la Révolution française et qui, à l'instar de Félicité de Lamennais, en appelaient à une nouvelle restauration catholique du lien social. Différente encore est la voie ouverte par l'économiste François Perroux qui, dès avant-guerre, publie *Capitalisme et communauté de travail*³. Inspiré par les travaux du sociologue allemand Ferdinand Tönnies et du juriste français Maurice Hauriou, F. Perroux mène une réflexion

¹ D. Pelletier, *Économie et humanisme. De l'utopie communautaire au combat pour le tiers-monde. 1941-1946*, Paris, Cerf, 1996.

² G. Thibon, « La communauté de destin, fondement de l'harmonie et de la durée des sociétés », *Économie et Humanisme*, 2 (5), janvier-février 1943, p. 15-32.

³ F. Perroux, *Capitalisme et communauté de travail*, Paris, Sirey, 1938. Cette première publication sera suivie, sur le même sujet, de la création aux PUF en 1942 d'une collection intitulée « Cahiers d'études communautaires », puis de la publication par F. Perroux de *Communauté* (Paris, PUF, 1943).

originale sur l'institution de la société qu'il pense au croisement de l'ensemencement communautaire et de l'action de l'État. Fort différentes les unes des autres, ces théorisations de l'utopie communautaire ont en commun certaines relations troublantes avec la *doxa* vichyssoise, ce qui a pu nourrir une certaine suspicion à l'encontre de leurs auteurs. Tous, cependant, ont su prendre de la distance avec le régime du Maréchal Pétain, ou à tout le moins lever les ambiguïtés dont leurs propos ont pu être porteurs.

J'ai opéré ce rapide détour par les théories de la communauté afin d'indiquer dès maintenant que la fondation de Boimondau s'opère dans un environnement qui prédispose pleinement M. Barbu à raisonner en termes de communauté de travail. Je ne m'attarderai plus dans les pages qui suivent à ce corps doctrinal. Mon ambition consiste avant tout à scruter les pratiques sociales de celles et ceux qui s'en sont inspirées, souvent indirectement et plus encore inconsciemment. Comme on le verra, les écarts sont multiples et parfois abyssaux entre les doctrines dont il vient d'être question et ce que, au quotidien, promeuvent et vivent les membres des communautés de travail d'après-guerre.

Ce point fondamental clarifié, j'en arrive à l'interrogation majeure qui structure ma recherche. On peut la formaliser ainsi : quelle est la place du travail dans les communautés qui voient le jour en France dans les années 1940 et 1950, à Boimondau en premier lieu, et quel sort est-il réservé en particulier aux femmes engagées dans ces collectifs ? En posant une telle question, je ne fais que poursuivre des investigations entamées, il y a plusieurs années déjà, à propos du Familistère de Guise puis de communautés plus contemporaines. En m'intéressant au cas des communautés de travail française, je ne fais donc que prolonger un geste qui ambitionne de donner à la notion d'utopies concrètes du travail une consistance empirique toujours plus ferme. Le choix de Boimondau est d'autant moins innocent que, après-guerre, cette communauté est particulièrement scrutée par les premiers sociologues du travail, G. Friedmann le premier qui y voit un modèle d'émancipation collectif possible.

En limitant mon investigation aux années qui courent entre 1941 (date de fondation de la communauté Barbu) et 1953 (dernière année d'application de la rémunération à la valeur humaine)⁴, j'ai travaillé principalement à partir des archives de la Communauté disponibles à la médiathèque de la ville de Valence, mais aussi aux archives départementales de la Drôme. Je remercie vivement les nombreuses personnes qui, dans ces deux espaces, m'ont facilité la tâche. Je dois aussi remercier Michel Chaudy, auteur d'un ouvrage de référence sur la communauté de Boimondau⁵, qui n'a jamais cessé de m'aider, aussi bien en me procurant des documents inédits, en me confiant des interviews qu'il a précédemment conduites avec des membres de la Communauté⁶, en m'accueillant à diverses reprises chez lui, en répondant à mes questions et en suggérant enfin des modifications à une première version de ce document. J'ai eu accès par d'autres canaux également (la Bibliothèque nationale de France en particulier) à des données intéressantes sur Boimondau et les communautés de travail, mais ces foyers se sont révélés infiniment moins riches que ceux que je viens d'évoquer. Les archives détenues par la médiathèque de Valence, dont M. Chaudy a travaillé à la réorganisation au cours de ces dernières années, sont riches de trois fonds qui tous contiennent des documents importants sur la communauté qui a retenu mon attention : un fonds « Boimondau » (285 boîtes auxquelles il faut ajouter de nombreux ouvrages, collections de revues, thèses et mémoires universitaires),

⁴ J'ai restreint en revanche l'examen systématique de l'analyse du contenu des comptes-rendus consignés dans les cahiers de quartier aux années 1944-1952, les cahiers déposés dans les archives ne couvrant que cette période donnée.

⁵ M. Chaudy, *Faire des hommes libres. Boimondau et les communautés de travail à Valence, 1941-1982*, Valence, éditions Repas, 2008.

⁶ Dans toute la suite du document je mettrai un C majuscule au mot communauté pour désigner celle de Boimondau, ainsi que de nombreux documents d'archive le font.

un fonds des « Amis des entreprises autogérées » (22 boîtes) et un fonds « Desroche » (19 boîtes).

Il me faut enfin ajouter sur ce registre que, un peu après avoir entamé mes premières investigations sur Boimondau, j'ai eu l'occasion d'entrer en contact avec Guillaume Gourgues, maître de conférences en science politique à l'université de Lyon II et membre de Triangle-CNRS. Parce que son angle de politiste est différent du mien, nous avons décidé d'unir nos forces. Une troisième collègue est venue nous rejoindre plus récemment, Eline Maladry, docteure en sciences de gestion de l'université de Paris-Saclay. Le présent document est donc également une pièce d'un travail collectif qui devrait aboutir à la publication d'un ouvrage commun dans lequel devrait trouver place une partie des considérations que je développe ici concernant le travail, son organisation, son évaluation et sa rémunération.

Le plan retenu porte la marque de la problématique sociologique à laquelle j'ai accordé ma préférence et qui met, on l'aura compris, le travail au cœur des interrogations sur ce qu'une communauté comme Boimondau a pu imaginer et pratiquer pour recomposer autrement les relations entre les hommes et les femmes et, plus généralement, la façon de vivre ensemble en vertu d'un projet qui ne manquait pas de souffle. A cette fin, le chapitre 1 brosse un rapide historique des principales étapes qui ont marqué l'évolution de Boimondau, depuis sa fondation durant la Seconde Guerre mondiale jusqu'à sa disparition en 1971. Le chapitre 2 regarde ce que faire communauté signifie concrètement. Il étudie pour cela les différentes attaches que son fondateur, et d'autres après lui, ont pu imaginer et mettre en place pour créer de la solidarité communautaire. Le chapitre 3 est centré sur l'engagement productif des membres de Boimondau et sur l'organisation du travail en son sein. Le chapitre 4 rend compte des modalités évolutives des politiques de rémunération. Il montre que la pratique gestionnaire de Boimondau est une déclinaison singulière de ce qu'autres, en 1945, nommeront le principe de salaire proportionnel. Il s'intéresse par ailleurs à la « rémunération à la valeur humaine » imaginée par le fondateur de la Communauté, une innovation particulièrement remarquable qui consiste à intégrer dans l'évaluation du travail bien plus que les performances économiques des personnes. J'arriverai enfin avec le chapitre 5 à la question du travail des femmes à Boimondau. On y verra le traitement particulier réservé aux épouses des compagnons, les choix successifs opérés par la communauté pour rémunérer leurs activités et, par toute une série de droits, tenter de les intégrer pleinement au collectif. Le chapitre 6, qui a valeur de conclusion, narre assez rapidement le devenir de Boimondau après 1953 et rappelle la place tenue par ce collectif dans le réseau des communautés de travail françaises des années 1950.

Je voudrais, pour clore cette introduction, remercier chaleureusement Anne Gillet qui a lu une première version de ce cahier, m'a proposé de nombreuses améliorations et a mis en forme le document final.